

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMRC Automotive Modules France SAS

2 avenue de Lattre de Tassigny
B.P. 21
90200 Rougegoutte

Références : UID257090/SPR/SG/2026-0413A
Code AIOT : 0005901455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS implanté ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées, portant sur la vérification des prescriptions relatives aux tours aéroréfrigérante (TAR). Le site dispose d'une TAR d'une puissance thermique de 270 kW, soumise au régime de la déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette TAR permet le refroidissement des moules d'injection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMRC Automotive Modules France SAS
- ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte
- Code AIOT : 0005901455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SMRC Automotive à Rougegoutte exploite deux sites de production (unité 1 et unité 2) de pièces plastiques par injection pour l'habillage des intérieurs de véhicules. Les deux sites mettent en oeuvre des procédés de production similaires.

Les principales activités de ce site sont :

- la réception et le stockage des matières premières et composants,
- la fabrication de matières plastiques par injection (polypropylène),
- la fabrication de mousse polyuréthane,
- l'assemblage,
- le stockage et l'expédition des produits finis.

Seule l'unité 2 est équipée d'une tour aéroréfrigérante. Le refroidissement des moules de l'unité 1 est assuré par des aéroréfrigérants secs.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contenu de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
3	Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Utilisation de biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I -	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		3.7.I.2.b		
7	Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.3.a, 3.7.I.2.b, 3.7.I.1.c	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Stratégie de traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b et 3.7.I.2.b	Sans objet
9	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b et c	Sans objet
10	Concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.II.1.a, b, c, d, e, f	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est gérée avec sérieux, par des personnes compétentes.

Plusieurs observations émises dans le présent rapport relèvent de l'amélioration continue.

Deux non-conformités sont émises, concernant la formalisation de documents permettant de s'assurer du suivi méticuleux de l'installation :

- l'exploitant doit formaliser son plan d'entretien, qui reprend les actions de gestion des facteurs de risques identifiés dans son analyse méthodique des risques ;
- l'exploitant doit formaliser son plan de surveillance dans lequel il identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui lui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques (AMR)
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]
Constats : A la demande de l'Inspection, l'exploitant a communiqué son analyse méthodique des risques (AMR) : - version du 07/11/2023 ; - version actualisée du 06/02/2026 (délai d'actualisation légèrement dépassé). L'AMR a été réalisée par la société ST2E (Services Techniques Energie et Eau). Cette analyse est basée sur la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point), issue de l'industrie agroalimentaire. Cette méthode repose sur les principes suivants : - Identification des dangers et des risques, - Détermination des points critiques de contrôle, - Détermination des niveaux cibles, - Elaboration d'un système de surveillance, - Détermination des actions correctives, - Etablissement des procédures de vérification, - Etablissement d'un système documentaire. L'évaluation du risque Legionella pneumophila sur le site porte sur les sujets suivants : conception de l'installation, exploitation, maintenance et surveillance. Pour chaque thématique, un niveau de risque est associé, selon 3 classements issus d'une matrice gravité / fréquence : - risques mineurs, - risques importants, - risques majeurs. L'exploitant déclare que depuis la précédente AMR de 2023, l'installation n'a pas fait l'objet : - d'un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L (Unités Formant Colonies), - ni de 3 dépassements consécutifs du seuil de 1000 UFC/L,

<ul style="list-style-type: none"> - ni d'un changement de la stratégie de traitement, - ni d'une modification significative de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation OBS-20260319-01 : l'exploitant doit veiller à réaliser l'actualisation de son AMR à minima tous les 2 ans. Il note dans son tableau de suivi que la réalisation de la mise à jour de la prochaine AMR devra être finalisée avant le 06/02/2028.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contenu de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques (AMR)
Prescription contrôlée : [...] <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; • les points critiques liés à la conception de l'installation ; • les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; • les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> [...]
Constats : L'AMR, dans sa version du 06/02/2026, contient les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • l'installation est présentée avec sa date de mise en service (décembre 2021), la puissance thermique déclarée (270 kW), le volume d'eau estimé (2,5 m³), la marque (JACIR), le type et le numéro de série. Un schéma hydraulique de l'installation est également fourni, avec les réseaux primaire et secondaire, les vannes et les compteurs. Un logigramme de

<p>fonctionnement est également fourni en annexe 1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> la description des modalités de fonctionnement (permanent, saisonnier, multiples arrêts/démarrages en fonction du process) n'est pas précisée. En séance, l'exploitant indique que la TAR (tour aéroréfrigérante) fonctionne 24/24 h et 365 jours par an. Elle fait en général l'objet d'une vidange lors de la fermeture de l'usine en août pendant 15 jours ; les facteurs de risques liés au fonctionnement hydraulique sont identifiés ; l'origine de l'eau est précisée (réseau d'alimentation en eau potable). L'installation n'est pas équipée d'un système de traitement type adoucisseur, la mesure de la dureté de l'eau étant compatible avec le bon fonctionnement de l'installation ; il est précisé qu'il n'y a pas de bras mort identifié dans l'installation ; l'identification des facteurs de risques importants de l'installation liés à la conception ou l'exploitation est réalisée selon la méthode HACCP explicitée au point de contrôle précédent.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation OBS-20260319-02 : l'exploitant complète son AMR en précisant les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation, tel que conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.1.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques (AMR)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>[...]</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'AMR établit en fin de document un plan d'actions issu des observations de l'analyse des risques (§7). Ce plan liste les actions, mais ne mentionne pas les échéances associées à leur mise en place. De plus, le suivi de ces actions n'est pas formalisé.</p>

Il ressort de l'analyse des 2 versions des AMR les éléments suivants :

- **Actions identifiées dans AMR de 2023, et disparues dans la version de 2026 (non exhaustif) :**

- action de nettoyage / balayage du sol de la rétention d'eau par temps sec : l'exploitant précise que cette action est menée, mais elle n'est pas formalisée par une fréquence de nettoyage. La visite terrain a permis de constater que la zone est correctement entretenue ;
- action de repérage des points de prélèvement : la visite terrain a permis de constater que cette action a été réalisée ;
- réaliser un recouvrement de défaut (1 pompe en relève de l'autre) : l'exploitant précise que cette action est menée, mais elle n'est pas formalisée par la mise en œuvre, par exemple, d'une liste des pièces de rechange. La visite terrain a permis de constater que cette action a été réalisée par la mise en place de pièces de rechange à proximité de la TAR ;
- masques FFP3 : la visite terrain a permis de constater que cette action a été réalisée, par la mise à disposition de masques FFP3 à l'entrée de la zone d'accès à la TAR ;
- contrôle et conditions accès en toiture et lister les intervenants ayant accès en toiture et l'afficher : l'exploitant précise que la clé permettant l'ouverture de la porte donnant accès à la TAR est fournie par la responsable du laboratoire. La visite terrain a permis de constater que cette action a été réalisée par l'affichage de la liste des personnes autorisées sur la porte donnant accès à la TAR.

- **Actions identifiées dans l'AMR de 2026 (non exhaustif) :**

- réaliser un contrôle périodique de l'installation en 2027 : cette action était identifiée à réaliser en 2026 dans AMR de 2023. Il ressort des discussions avec l'exploitant, et également avec la société ST2E jointe au téléphone le jour de l'inspection, que ce contrôle concerne les installations soumises à déclaration avec contrôle périodique. L'unité 2 SMRC étant soumise au régime de l'autorisation, elle n'est pas soumise à la réalisation d'un tel contrôle, conformément à l'article R.512-55 du code de l'environnement ;
- les recommandations établies dans l'AMR ne font pas toutes l'objet d'une action identifiée dans le plan d'actions. Par exemple (non exhaustif) : facteurs de risque M07 "*Contrôler la consommation d'eau sur la même période chaque année (exemple de avril à octobre)*", E19 "*Ajouter le bilan des rejets (consommation d'eau rejetée)*", M11 "*Avoir les notices techniques à disposition pour les intervenants*".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation OBS-20260319-03 : l'exploitant améliore la formalisation des actions identifiées dans son AMR. Il intègre les actions répétitives dans son plan de surveillance et vérifie que les actions identifiées en synthèse de l'AMR reprend l'ensemble des actions identifiées dans l'analyse détaillée des risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques (AMR)

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d’entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l’eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d’eau. Ces plans concernent l’ensemble de l’installation, en particulier toutes les surfaces de l’installation en contact avec l’eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l’exploitant.</p> <p>Le plan d’entretien définit les mesures d’entretien préventif de l’installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l’installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l’eau de l’installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l’AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l’exploitant le justifie dans l’AMR.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'entretien n'est pas formalisé. Cette formalisation est en lien avec le point de contrôle précédent, pour lequel il ressort que l'ensemble des actions ne sont pas suivies de manière formalisée, même si elles sont réalisées.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection une procédure de désinfection annuelle établie par KURITA. Les échanges effectués avec l'exploitant le jour de l'inspection ont permis de constater que la TAR fait l'objet d'un suivi sérieux. L'exploitant a tout à fait conscience de l'importance de ce suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité NC-20260319-01 : l'exploitant formalise son plan d’entretien. Ce plan doit reprendre les les actions de gestion des facteurs de risques identifiées dans l’AMR.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Stratégie de traitement préventif de l’eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b et 3.7.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.7.I.1.b :</p> <p>[...]</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l’eau du circuit adoptée par l’exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d’entretien.</p> <p>[...]</p> <p>3.7.I.2.b : traitement préventif</p> <p>L’exploitant met en œuvre un traitement préventif de l’eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l’installation, dont l’objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l’eau du circuit.</p>

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.
[...]

Constats :

3.7.I.1.b :

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis sa fiche de stratégie de traitement préventif, datée du 02/02/2026, rédigée par la société Technique et Maîtrise de l'Eau (TME). Cette fiche décrit la stratégie de traitement suivante :

- traitement physico-chimique continu de l'eau,
- traitement biocide régulier,
- suivi analytique et opérationnel du circuit.

Elle liste les produits utilisés :

- FERROFOS 8441 : traitement antitartre et anti-corrosion (traitement préventif continu),
- FERROCID 8583 : traitement biocide non oxydant (traitement préventif continu),
- TURBANION M106 : traitement biodispersant. La fiche précise qu'il s'agit d'un "traitement préventif continu" : ce n'est pas le cas puisque le produit est ajouté manuellement tous les 15 jours.

3.7.I.2.b :

La fiche de stratégie de traitement explique comment l'exploitant a prévu de lutter :

- contre le biofilm : par traitement avec le produit Turbanion M106, par mode d'injection manuelle directement dans le bassin,
- contre la prolifération de légionelles libres dans le circuit : par traitement avec les produits FERROCID 8583 (par injection continue via une pompe doseuse sur l'eau d'appoint, asservie au compteur de remplissage) et TURBANION M106.

La fiche détaille par ailleurs la justification de la stratégie retenue (combinaison d'un inhibiteur de tartre et de corrosion, et d'un biocide non oxydant) et considère que cette stratégie est adaptée à l'installation de marque JACIR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir point de contrôle suivant concernant le traitement biodispersant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisation de biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement **chimique**, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant **justifie du choix des produits de traitements utilisés**, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation **d'injections ponctuelles de biocide(s)** en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par **injection de biocides non oxydants en continu** sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Constats :

La fiche de stratégie de traitement liste les produits utilisés, les modes d'injection (continue ou fréquence d'injection) et les doses utilisées. La stratégie est la suivante :

- injection d'un biodispersant afin de limiter la formation de biofilm et de prévenir le développement des légionelles : injection ponctuelle tous les 15 jours (voir point de contrôle précédent qui indique une information contradictoire dans la fiche, à savoir une injection continue) ;
- injection en continu d'un biocide non oxydant à large spectre, afin de réduire la charge microbiologique et de prévenir le développement des légionelles ;
- injection en continu d'un traitement anti-tartre et anti-corrosion afin de limiter les dépôts minéraux et protéger les surfaces métalliques (inox, aciers), et de maintenir l'efficacité thermique des échangeurs.

Les biocides non oxydants sont normalement utilisés en curatif, en choc, en cas de prolifération de légionelles, ou dans des phases de fonctionnement particulier et de courte durée. L'utilisation d'un tel produit doit être justifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation OBS-20260319-04 : l'exploitant justifie sa stratégie d'injections ponctuelles de biocides en traitement préventif, en démontrant que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Il corrige également sa fiche de stratégie qui indique que ce produit est injecté en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif
Prescription contrôlée : Surveillance de l'installation : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. [...]
Constats : Le plan de surveillance n'est pas formalisé, même si le suivi de l'installation est réalisé rigoureusement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité 20260319-02 : l'exploitant formalise son plan de surveillance dans lequel il identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui lui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Pour chaque indicateur, il définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.3.a, 3.7.I.2.b, 3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la concentration en légionelles
Prescription contrôlée : 3.7.I.3.a : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

3.7.1.2.b :

Pour les **nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie** de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

3.7.1.1.c :

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'**au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage** intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

3.7.1.3.a :

L'exploitant fait réaliser des prélèvements et analyses au moins tous les 2 mois (plutôt tous les mois).

Il a communiqué les résultats d'analyses sur les années 2024 et 2025 : l'ensemble des résultats est conforme. A noter que les résultats ne sont pas saisis dans l'outil en ligne GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes) : l'exploitant avait signalé à la DREAL, avant cette inspection, un problème d'accès. Les droits d'accès ont été rétablis, et l'exploitant peut désormais compléter les données pour l'année 2026 (voire 2025 si cela est encore possible). Les rapports d'analyses consultés mentionnent la norme NF T90-431 pour la recherche des *Legionella pneumophila* et *Legionella spp* (species pluralis).

3.7.1.2.b :

L'exploitant n'est pas concerné par ces prescriptions : l'installation date de 2021 et la stratégie de traitement n'a pas évolué, selon ses déclarations.

3.7.1.1.c :

L'exploitant déclare que l'installation n'est jamais à l'arrêt plus de 48 heures.

Néanmoins, l'exploitant a prévu la possibilité d'un arrêt supérieur à 48 heures, tel que décrit dans le document intitulé "*Mesures à prendre suite à un arrêt technique d'installation supérieur à 48 heures*" daté du 26/08/2023. Ce document ne prévoit pas la réalisation d'une analyse obligatoire en *Legionella pneumophila* dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation OBS-20260319-05 : l'exploitant complète son document prévoyant un arrêt technique de la TAR en indiquant que dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.I.1.b et c
Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.7.I.1.b : [...] Chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. [...]</p> <p>3.7.I.1.c : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>3.7.I.1.b : L'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure suivante datée du 16/08/2023 : "<i>Mesures à prendre en cas de mise en évidence d'une prolifération de Legionella pneumophila</i>" qui décrit les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quantification de légionelles impossible en raison de flore interférente ou teneurs en <i>Legionella pneumophila</i> comprise entre 100 et 1 000 UFC/l • Prolifération de <i>Legionella pneumophila</i> modérée à forte, avec 2 cas : <ul style="list-style-type: none"> ◦ $1\,000 \leq N \leq 50\,000$ UFC/l ◦ $50\,000 \leq N \leq 100\,000$ UFC/l • Prolifération de <i>Legionella pneumophila</i> importante : $N \geq 100\,000$ UFC/l. <p>3.7.I.1.c : L'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure d'arrêt immédiat de la TAR en cas de dépassement du seuil des 100 000 UFC/l. Elle prévoit de nombreuses étapes très détaillées et en premier lieu l'arrêt de la ventilation accompagné d'une communication vers la DREAL et la préfecture. La vidange complète du circuit est prévue. Lors de la remise en service, il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse légio 48 heures après et tous les 15 jours pendant 3 mois,

- une révision de l'AMR,
- la transmission d'un rapport d'incident à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 3.7.II.1.a, b, c, d, e, f

Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. [...]

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de

l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I.

Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

[...]

Constats :

La procédure datée du 16 août 2023 prévoit le cas de la mise en évidence de la prolifération de *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/l. Les éléments suivants sont renseignés :

- arrêt immédiat de la ventilation,
- information immédiate à l'inspection des installations classées,
- arrêt des traitements préventifs,
- injection des produits curatifs (détail des modalités de réalisation dans le temps et des quantités précisées),
- réalisation d'un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* dans un délai de 48 heures rapport à la remise service et tous les 15 jours pendant 3 mois,
- révision de l'AMR,
- transmission du rapport d'incident à l'inspection des installations classées sous 2 mois,
- faire procéder à une vérification de l'installation par un organisme compétent dans les 6 mois suivant l'incident.

Type de suites proposées : Sans suite